

La fusion de Québec solidaire avec Option nationale vers un virage à droite **Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global**

La direction de Québec solidaire a créé un nouveau buzz médiatique et politique en faisant de l'humble fusion avec Option nationale une grande affaire stratégique, laquelle fusion n'aurait dû être qu'une absorption tactique, comme collectif, d'un très marginal parti en perdition. Pour sa soi-disant valeur symbolique de garantie indépendantiste, comme si Québec solidaire ne l'était pas depuis son origine, on aurait pu lui accorder un droit temporaire d'observateur participant à la coordination nationale et un de participation directe aux instances nationales ce dernier droit devant être pérennisé par un changement statutaire au bénéfice de tous les collectifs¹. Ensuite, à ses membres de faire valoir leurs points de vue à l'interne comme tout le monde y compris de solliciter des candidatures dans un esprit de parité. Au lieu de cette simplicité, la direction du parti a décidé de faire du forcing programmatique et organisationnel transgressant les statuts au nom d'une urgence politique auto-construite. Ajoutons-y un rôle sorti des nues de quasi porte-parole pour son (ex?)-chef sur la question de l'indépendance avec promesse d'une circonscription sûre quasi garantie.

Il ne faut pas s'y tromper. Le projet de fusion² à approuver ou à rejeter en bloc sous-traite l'enjeu de l'indépendance à Option nationale par l'organisation par elle d'une 'université' annuelle sur le sujet promue dans le parti et par l'impression et la diffusion d'un document à l'avenant³... alors que ni le programme ni la plateforme du parti n'ont jamais joui d'un pareil traitement. En introduction de ce petit livre, le chef de l'ON spécifie bien que l'indépendance n'est ni de droite ni de gauche, même s'il pense que la « *moyenne* » est au centre-gauche : astucieuse pirouette politicienne pour ménager la chèvre sociale et le chou national. Pour le reste, le chef d'ON résume l'indépendance à l'exercice du droit démocratique à l'autodétermination pour que le peuple québécois acquiert la liberté de déterminer la plénitude de ses lois, impôts et traités sous contrainte des rapports de forces mondiaux. Rendons à César ou plutôt à Sol ce qui lui revient soit un nationalisme conséquent de l'opprimé qui se tient debout tout seul alors que pour Québec solidaire l'indépendance se réduit trop souvent au seul moyen du projet de société. D'où par principe mon accueil favorable à Option nationale si ce n'était que la direction Solidaire abandonne la thématique nationale à son nouveau collectif. De Charybde, on tombe en Scylla.

Le Québec comme efficace porteur d'eau et scieur de bois du marché global néolibéral

Dans l'introduction du livre-fétiche que Québec solidaire devrait reprendre à son compte, il n'est nullement question d'arrimer ce « *projet d'un peuple en marche* » à un projet de société qui pour les Solidaires se détermine à gauche. Même la quête indépendantiste n'y est pas présentée comme la seule réponse historiquement possible à l'oppression nationale mais comme la quête naturelle d'un peuple surgi de l'histoire. Certes, certains textes du livre, par l'exemple ceux sur l'histoire et le français, ramènent la question de l'oppression nationale, comme la postface du dirigeant de l'Action nationale qui souligne l'imposition du Canada pétrolier. Mais les textes-clefs sur l'économie et l'environnement

1 Dans une « lettre ouverte » publié sur le site plutôt libertaire Ricochet ([Fusion QS-OC - Travailler ensemble](#), 12/11/17), la porte-parole-députée Manon Massé se vante que, lors de la fusion d'Option citoyenne avec l'UFP pour former Québec solidaire, Option citoyenne fondée et dirigée par Françoise David ait amené « [l]'UFP a renoncé à ses tendances regroupées au sein du parti avec droit de vote dans les conseils nationaux et congrès [pour] plutôt adopt[er] l'existence de collectifs affinitaires sans droit de vote. » On est loin ici du « Québec solidaire est pluraliste » de l'article 2 des statuts. Ne restait plus qu'à instaurer un régime de « consensus » et qu'à taper sur la tête de la dissidence qui refuse de rentrer dans le rang.

2 Québec solidaire, [Fusion entre QS et ON : les partis concluent une entente de principe](#), Presse-toi-à-gauche, 6/10/17

3 Site du [Le livre qui fait dire oui](#)

se réfèrent aux « *avantages concurrentiels* » de Québec Inc. qui utiliserait dans son intérêt sa mainmise sur les lois, impôts et traités internationaux. L’astuce consiste à ne pas différencier Québec de Québec Inc. qui reste innommé. Sur une centaine de pages de textes, le mot ‘Québec’ revient un peu moins de 150 fois, l’ambigu ‘nous’ plus de 300 fois (et une soixantaine de ‘nos’) et le flou ‘peuple’ mais quand même teinté à gauche moins de 50 fois... et aucunement dans les deux textes sur l’environnement et l’économie sauf une fois pour parler « *d’un autre peuple* ». Étonnamment, ‘nation’ revient moins de 10 fois sans doute pour être trop teinté à droite pour ne pas dire à la droite extrême... ou est-ce que ce terme précis associé nécessairement à un territoire s’applique aussi aux nations autochtones.

Ce ‘nous’ nationaliste montre son côté sombre sur la question autochtone. Dans le livre-manifeste il est dit que « *[l]’indépendance du Québec représentera une occasion inédite de remplacer cette loi [des Indiens] par un cadre légal et coopératif qui correspondra mieux aux réalités et aux aspirations des autochtones aujourd’hui. [...] De plus, différentes formes de gestion coopérative du territoire entre autochtones et non-autochtones devront être envisagées.* » Fort bien. Une telle dénonciation et de telles propositions devront être faites mais il n’est nullement question dans ce document de reconnaître leurs droits territoriaux jusqu’à et y compris celui d’en faire des territoires indépendants ou même liés au Canada. Sans cette possibilité où logerait le rapport de forces de ces nations pour signer avec la nation québécoise des accords, en fait des traités internationaux, d’égal à égal ? Alors seulement pourrait-on envisager de « *s’allier dans une lutte commune vers l’émancipation, mais aussi devenir des complices dans l’élaboration d’un Québec nouveau* »... si ces nations consentent à en faire partie.

Ce point aveugle sur le contrôle territorial n’est pas innocent quand on constate que d’entrée de jeu le chapitre sur l’économie affirme que :

Pour commencer, il faut rappeler que nous possédons des ressources abondantes qui nous permettront de faire aisément la transition entre notre situation actuelle et un Québec indépendant. Notre secteur minier se classe parmi les dix plus importants producteurs mondiaux. [...] 60 % du potentiel minéral de notre sous-sol reste inexploré. La forêt constitue également un secteur qui peut contribuer à notre développement. Dans le contexte du réchauffement climatique, cette ressource devrait être de plus en plus déterminante. De plus, l’hydroélectricité nous place dans une position enviable dans ce même contexte, en plus de nous permettre d’attirer des industries énergivores ou d’exporter en cas de hausse des prix de l’électricité.

Que voilà une vision pour le moins traditionnelle, anti-autochtone, anti-écologique du développement économique qui fait du Québec un porteur d’eau et de scieur de bois du marché global néolibéral. Cette vision est un copie-coller du Canada pétrolier sans le pétrole auquel heureusement l’auteur du chapitre renonce⁴ le remplaçant par « *nos cerveaux* » livrés en pâture au marché nullement critiqué pas plus que le capitalisme jamais mentionné. Quant à utiliser transitoirement la monnaie canadienne ou étasunienne, c’est donner aux ennemis jurés de l’indépendance un outil stratégique pour étouffer l’économie québécoise... comme ça se fait déjà comme l’auteur l’admet par ailleurs. Il faut attendre le chapitre sur l’éducation, teinté à gauche, pour lire une critique de « *l’entreprise privée* » qui oriente l’université, la seule occurrence dans le document. Finalement l’indépendance ce serait la possibilité de mieux se vendre au capital. Le chapitre sur l’environnement, à part le rejet des hydrocarbures, n’a rien à dire sur le marché ou taxe carbone, au cœur de la stratégie fédéraliste, sauf à subrepticement les cautionner sous le nom d’« *écofiscalité* ». Ce chapitre n’a aussi rien à dire sur la participation québécoise à la lutte climatique que ce soit par rapport au but ou aux moyens.

4 Option nationale (et Québec solidaire) résisterait-il à une découverte majeure de pétrole ? Ne serait-ce pas le retour de « l’indépendance énergétique » à la PQ ? : Alexandre Shields, [Gaspésie: un nouveau gisement contiendrait plus de 800 millions de barils de pétrole](#), Le Devoir, 23/11/17

Comment d'ailleurs ce document de type manifeste pourrait-il prendre à bras le corps la lutte climatique quand il fait l'impasse complète à propos de la Finance, surtout à Wall Street et Bay Street, mais pas seulement, alors que le contrôle populaire de l'épargne nationale reste indispensable pour financer un projet de société alternatif qui prenne pleinement en compte la lutte climatique et l'accomplissement de la plénitude de la justice sociale. On n'y voit pas un engagement pour la justice fiscale. Comme le dit candidement l'auteur du chapitre sur l'économie : « *Un gouvernement plus à droite pourra baisser nos taxes et nos impôts, alors qu'un gouvernement plus à gauche pourra réinvestir en santé et en éducation.* » Le parti pris pour la compétitivité entrepreneuriale se sent dans la mise à l'écart des personnes âgées ou handicapées, thématiques jamais mentionnées, du bois mort entravant la compétitivité. Comment expliquer autrement l'absence d'un chapitre sur la santé alors que l'éducation y est traitée à part ? Mais on y parle uniquement d'éducation post-secondaire, celle qui intéresse les gens d'affaires à la recherche de main d'œuvre spécialisée sur mesure aux frais de l'État. Évidemment exit la question des femmes, pourtant si d'actualité, et du féminisme – le mot ne se trouve pas dans le document – jamais réputée pour être un point fort d'Option nationale et de son chef.

On s'étonne cependant de la mansuétude d'Option nationale pour la minorité anglophone pour qui « *[i]l sera donc essentiel que la république québécoise aménage des barrières de protection [... et] laquelle a sur ce territoire des droits historiques et inaliénables aussi légitimes que ceux des francophones.* » Est-ce que Option nationale va appuyer la nouvelle politique des Libéraux de leur accorder un ministère et un secrétariat dédiés ? N'est-elle pas plutôt une minorité privilégiée dont la langue et les institutions occupent un espace hors proportion ? Ce qu'admet paradoxalement l'auteur du chapitre sur les anglo-québécois. Faute de projet de société, Option nationale n'a rien à offrir à la minorité anglophone autre que des reculs d'où il essaie de compenser par une attitude à-plat-ventriste. Par contre, cette fausse humilité disparaît pour traiter de la question de l'immigration. Le document a beau dénoncer à juste titre les ingérences d'Ottawa qui *canadianise* et anglicise l'immigration, il garde un silence radio à propos du racisme pur laine et de la discrimination, malgré la reconnaissance du chômage immigrant nettement plus élevé pour une éducation supérieure à la citoyenneté nationale. Pourtant, le petit livre aurait pu à juste titre invoquer l'excuse d'une réaction épidermique compréhensible mais erronée face à la minoration du peuple québécois que le rejet de l'immigration aggrave en ce monde en crise qui précipite des masses de réfugiées sur les routes de l'exil.

Avec le retour de l'alliance nationaliste, à droite toute

Cette fusion qui prend des proportions inattendues n'est pas autre chose qu'un retour de l'alliance nationaliste trois fois rejetée par le congrès. Cet unilatéralisme indépendantiste sert de paravent d'apparence radicale, de diversion pour cacher l'abandon du radicalisme écologique confirmé au congrès du printemps 2016 ce qu'a malheureusement masqué le débat sur la constituante qui a pris toute la place médiatique. La direction Solidaire est coincée dans un dilemme : projeter une image radicale, à la Sanders ou Corbyn car c'est électoralement payant, mais sans l'être car c'est risqué quand l'odeur de la majorité se pointe comme l'ont démontré noir sur blanc le dégonflement de Syriza et de plus en plus celui à petites doses de Podemos. Alors pourquoi pas le grand jeu contradictoire de la rupture indépendantiste dans la continuité de l'Assemblée constituante déclarée unilatéralement indépendantiste, à l'encontre du programme du parti, même si la majorité de la population ne l'est pas ?

La résultante en termes de politique réelle est pitoyable. Au niveau des cibles anti GES, le parti souscrit à la cible Libéral de 2050 sans se doter de cible intermédiaire pour 2030 alors que les Libéraux en ont

une (37%) si peu crédible soit-elle étant donné l'absence d'un plan pour l'atteindre⁵. Pire, le parti renonce à rejeter le marché et la taxe carbone c'est-à-dire qu'il se rallie de facto à la politique néolibérale pour combattre la crise climatique. Cette capitulation entraîne le renoncement à l'objectif conforme à l'objectif scientifique de l'Accord de Paris de réduire des deux tiers les émanations de GES, ce qui est tout à fait faisable par une ferme politique étatique soutenue populairement⁶. Somme toute, pour la lutte climatique, axe centrale de tout programme de gauche du XXI^e siècle, la proposition de plateforme Solidaire se situe à droite des Libéraux ! Quand le chat sortira du sac durant la campagne électorale, qui aura l'air fou ?

C'est la radicalité de « changer le système, pas le climat » exprimée concrètement dans le programme Solidaire révisé ou confirmé au congrès du printemps 2016 mais supprimée dans la proposition de plateforme 2018 qui est en mesure de contribuer à modifier qualitativement les rapports de forces dans la société. C'est la quête de l'indépendance qui ravivera la dignité bafouée du peuple québécois par le refus de la reconnaissance nationale par le Canada et par le *Quebec bashing* afin d'accomplir cette tâche gigantesque mais exaltante de sauver la civilisation. L'indépendance donnera à la nation québécoise les moyens financiers et les pouvoirs législatifs pour ce faire en la délivrant de la mainmise du pesant capital financier canadien et du carcan du Canada pétrolier tout comme de l'anglicisation. C'est la lutte climatique qui sera l'axe du projet de société qui ralliera la grande majorité populaire à l'indépendance, non francophones compris, tout comme il attirera la sympathie des peuples canadien et étasunien. C'est la combinaison stratégique de l'émancipation sociale et de la libération nationale qui dégagera une majorité indépendantiste pour le plein emploi écologique dont la Constituante, à la fois démocratique et indépendantiste, deviendra le moment constitutionnel.

Le rejet du radicalisme sonnante et trébuchant ouvre la porte à une révision complète du programme afin d'en supprimer les aspérités anticapitalistes, un handicap embêtant pour la direction du parti malgré tous ses efforts pour lisser la plateforme et encore plus le discours de ses porte-parole. À cet effet, l'entente en plus de vingt points concernant la fusion, en plus de renverser la décision du congrès de révision du programme à propos de la Constituante, prévoit un nouveau congrès, à la suite des prochaines élections, de « *révision de l'ensemble du programme [...] dans une optique d'arrimage avec le programme d'ON* ». Et pour s'assurer que l'affaire se présente bien pour la direction du parti, Québec solidaire « *mettra de l'avant le chef actuel d'ON dans les communications publiques et les activités du parti sur les enjeux entourant l'indépendance du Québec* », « *procéd[era], toujours de manière collaborative, à la réédition, à la réimpression, et au développement du Livre qui fait dire oui...* » et prévoit que « *[l]e collectif ON pourra organiser [une 'Université' sur l'indépendance] à chaque année...* ». Somme toute, à droite toute⁷.

Marc Bonhomme, 26 novembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

5 C'est à ce point que le Conseil du patronat fait obliquement une critique de gauche de Québec solidaire en critiquant les Libéraux pour ne pas se donner les moyens d'atteindre leur cible de 2030 : Yves-Thomas Dorval, [Une obligation de moyens et un devoir de cohésion](#), Le Devoir, 23/11/17

6 On trouvera sur mon site un aperçu d'un tel plan basé sur une proposition de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec de 2013 sous la présidence de Normand Mousseau : « [Cible Solidaire de moins deux tiers de GES en 2030 comparé à 1990 – Cible scientifique pour le Canada, plus facile pour le Québec](#) », 5/06/17

7 Dans un autre texte sur mon site, « [La plateforme Québec solidaire opte pour le capitalisme vert des Libéraux – Se rattraper en tirant de la plateforme un horizon anticapitaliste](#) » du 20/11/17, je propose différents moyens pour sauver les meubles au prochain congrès dont le vote en faveur et la mise en évidence d'une vingtaine de points, en annexe du texte, qui pris ensemble s'ils sont répercutés par les porte-parole – un énorme si – pourrait donner à la plateforme une saveur anticapitaliste malgré tout.